

**Délibération de l'assemblée de la province Sud n° 19-98/APS du 23 avril 1998
relative à la création d'une réserve spéciale marine dans la commune de
Boulouparis intitulée : réserve de l'îlot Ténia**

Historique :

Créée par : Délibération n° 19-98/APS du 23 avril 1998 relative à la création d'une réserve spéciale marine dans la commune de Boulouparis intitulée : réserve de l'îlot Ténia JONC du 14 mai 1998 P.1867

Article 1^{er}

Il est institué une réserve spéciale marine aux alentours de l'îlot Ténia, intitulée « réserve marine de l'îlot Ténia », dont les limites sont définies comme suit :

Un polygone dont les sommets A, B, C, D et E sont déterminés par les coordonnées géographiques suivantes :

Sommets	Latitude Sud	Longitude Est
A	21°59, 96' S	165°55, 82' E
B	22°00, 76' S	165°58, 03' E
C	22°01, 67' S	165°56, 57' E
D	22°01, 60' S	165°55, 08' E
E	22°01, 38' S	165°54, 80' E

telles que définies sur la carte marine n°7167 dont les coordonnées géographiques sont rapportées au système géodésique IGN 72 et données en degré, minute et centième de minute (DDD°, MM, mm').

Outre ce polygone, sont également en réserve, au Sud des droites reliant le point B au point E, les fonds et récifs découvrant à marée basse et jusqu'à l'isobathe « 20 mètres ».

Article 2

A l'intérieur de la réserve spéciale marine définie à l'article 1 ci-dessus, la capture ou la destruction par quelque procédé que ce soit des poissons, crustacés, coquillages et autres animaux marins ainsi que la récolte du corail sont interdites.

Article 3

Des autorisations permettant de déroger totalement ou partiellement aux interdictions posées à l'article 2 ci-dessus, aux fins d'études ou de recherches scientifiques ainsi que pour des raisons tenant à la nécessité de rétablir l'équilibre des espèces, pourront être accordées par le président de l'assemblée de la province Sud après avis du chef de service de l'environnement. Ces autorisations écrites préciseront les conditions de durée et d'exercice des dérogations accordées.

Article 4

Les infractions aux interdictions posées à l'article 2 ci-dessus sont passibles des peines d'amendes prévues par l'article 131-13 du code pénal pour les contraventions de la cinquième classe.

Article 5

Les infractions seront constatées par les militaires de la gendarmerie, les officiers et agents de police judiciaire, les agents assermentés du service de l'Environnement ainsi que toute personne commissionnée à cet effet, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6

La présente délibération sera transmise au commissaire délégué de la République pour la province Sud et publiée au Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie.